

CONV 175/02

WG VI 6

NOTE DE SYNTHÈSE

du:	Secrétariat
au:	Groupe de travail VI sur la gouvernance économique
Objet:	Note de synthèse de la réunion du 24 juin 2002

Résultats des travaux

1. Ouverture de la séance par le président

- Le président a rendu compte des résultats de la réunion précédente, se référant au document de réflexion diffusé par la suite (document de séance 04). Il a invité le groupe à passer en revue les questions exposées dans le document pour s'efforcer de parvenir à des conclusions provisoires sur les points figurant aux point 5 et 6 du mandat. Il a également évoqué les propositions reçues visant à modifier le mandat du groupe. Il avait été convenu que ces dernières seraient traitées par le groupe, le cas échéant lors de futures discussions, mais que le mandat lui-même ne serait pas formellement modifié.

2. Suivi de la réunion du groupe du 20 juin 2002

- Plusieurs membres du groupe ont déclaré qu'ils n'étaient pas d'accord sur toutes les questions figurant dans le document de réflexion. Des objections spécifiques ont été soulevées en ce qui concerne l'élargissement du mandat de la BCE; certains ont estimé que la stabilité des prix devait demeurer l'objectif premier de la BCE. D'autres par contre se sont déclarés favorables à un élargissement du mandat de la Banque, faisant observer que cela ne porterait pas atteinte à son indépendance en tant qu'institution, mais que son objectif global devrait être étroitement lié aux objectifs économiques plus généraux de l'Union. L'idée d'assurer, d'une manière générale, une interprétation large des objectifs de politique économique a reçu un certain soutien.

- Un certain nombre de membres ont rappelé leur point de vue, selon lequel il est nécessaire d'exercer un contrôle démocratique plus fort sur la coordination des politiques économiques. Pour certains, tout renforcement du rôle de la Commission dans la fixation des GOPE et/ou de la procédure sur les déficits excessifs devrait nécessairement comporter un renforcement du rôle du Parlement européen. D'autres se sont félicités de ce que l'on fasse mention de la nécessité de faire participer les parlements nationaux au processus.
- Pour ce qui est du Pacte de stabilité et de croissance, certains membres se sont déclarés favorables à l'idée d'introduire davantage de souplesse, même si, comme on l'a fait observer, cela pourrait ne pas être pleinement compatible avec le maintien d'un cadre politique fort. Certains se sont déclarés opposés à l'idée de conférer à la Commission, plutôt qu'au Conseil, une compétence exclusive pour constater l'existence d'un déficit excessif. Un membre n'a pas souscrit à l'idée que le Pacte ne fonctionnait pas de manière satisfaisante, bien que cela ne signifie pas que le système ne puisse pas être renforcé; conférer à la Commission un rôle plus officiel devrait aider à renforcer l'efficacité du système.
- Un des membres a suggéré que la Commission fournisse au groupe un document exposant les procédures en vigueur et précisant les changements qu'elle souhaiterait voir apporter.
- La Présidence est convenue que les différents points de vue seraient pris en compte lors de l'établissement d'un document de synthèse sur les conclusions provisoires du groupe en ce qui concerne les points 5 et 6 du mandat. Dans les cas où il n'y a pas de consensus, il conviendrait de l'indiquer clairement. Ces conclusions devraient être diffusées aux membres.

3. Ordre du jour de la prochaine réunion

- La Présidence a proposé que les deux réunions de juillet (prévues pour le 10 et le 17) soient consacrées aux points 7, 8, 9 et 10 du mandat. Comme pour les réunions précédentes, les membres ont été invités à communiquer par écrit leurs observations sur ces questions avant la réunion. le Secrétariat a indiqué qu'il diffuserait un document exposant le programme de travail pour les réunions qui doivent encore se tenir.